

DANS CE
NUMÉRO :

Pour une
Politique 2

Forum Droit
de cité 3

Financement
fédéral 4

Enquête
PSOC 5

Colloque du
CRI 5

Sortir de la
rue 6-7

Soutien com-
munautaire
en logement
social 7

Informations
générales 8

Appuyez la campagne pour une Politique en itinérance

Les membres du RSIQ ont lancé il y a plusieurs semaines une campagne pour soutenir la demande d'une Politique en itinérance adressée au gouvernement du Québec.

Plus de 1100 appuis ont déjà été recueillis, dont ceux de :

- Regroupements communautaires nationaux tels que le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale ou le MEPACQ.
- ÉluEs ou candidatEs.
- Personnalités de différents milieux telles que l'artiste Dan Bigras ou le professeur Gérald Larose.
- Groupes communautaires œuvrant auprès des femmes, jeunes, personnes en situation de pauvreté, etc. dans une quinzaine de régions du Québec.
- Municipalités comme la Ville de Montréal.

**AJOUTEZ VOTRE VOIX MAINTENANT ! ET
DEVENEZ AGENT MULTIPLICATEUR**

La campagne se poursuit tout le mois d'avril. Elle sera clôturée par une action publique le 16 mai au cours de laquelle les appuis seront dévoilés.



Assemblée nationale, Québec, 12 décembre 2007
Photo: Marie-Claude Vézina

Pour vous procurer les outils (pétition, appui de groupe ou de personnalité), visitez la section RSIQ du www.rapsim.org

Qui peut signer ?

Dans votre quartier, votre ville, votre région.

- équipes de travail et bénévoles
- personnes fréquentant votre ressource
- Tables, partenaires, Conseil de ville
- Élu, personnalité locale, porte parole de l'organisme
- Écoles, cégeps, universités
- Etc.

**Soyez des nôtres pour la
PROCHAINE Action publique pour
une Politique en itinérance:
à Montréal, vendredi 16 mai 2008**

Où en est la demande d'une Politique ?



Cadre de référence en itinérance

Le MSSS réunit fin avril le groupe de travail (auquel nous participons) pour examiner les différents commentaires reçus lors de la consultation (concertations régionales membres du RSIQ, CRI, RACQ, partis d'opposition, Agences, etc.).

La principale critique que nous adressions au MSSS était l'insuffisance des moyens d'actions. Un cadre n'est pas une Politique, ni dans ses intentions, ni dans sa portée réelle ! (lire nos commentaires sur www.rapsim.org section Mémoires)

Un groupe interministériel a aussi été formé sur la question de l'itinérance en vue

d'améliorer la cohérence de l'action gouvernementale.

Commission parlementaire itinérante ?

La commission des affaires sociales (qui réunit des députés des 3 partis) doit décider sous peu si elle accepte de tenir une commission parlementaire sur l'itinérance. Celle-ci pourrait se tenir à l'automne 2008. Nous demandons qu'elle se déroule non seulement à l'Assemblée nationale à Québec mais aussi dans différentes régions afin de permettre à plus de groupes et de personnes concernées de se faire entendre des députés.

À suivre ...

Atelier sur la Politique en itinérance destiné aux équipes, bénévoles, usagers, CA, etc.

Formez vos membres !

Réalité des organismes, droit au LOGEMENT, judiciarisation et droit de CITÉ, réinsertion et droit à l'éducation, pauvreté et droit à un REVENU DÉCENT, droit à la santé

Mieux connaître la Politique en itinérance; discuter des revendications et des luttes menées; les relier aux réalités terrain; vous mobiliser sur la Politique et ses revendications.

Pourquoi ne pas profiter de VOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE pour offrir à vos membres un atelier sur la Politique en itinérance ?

Un atelier-formation clé en main et à la carte. Nous nous déplaçons dans votre organisme.

AUCUN FRAIS D'INSCRIPTION



Remise des pétitions AccèsLogis à la ministre Normandeau

Budget du Québec : Peu de bonnes nouvelles pour les sans-abri

Monique Jérôme-Forget présentait le 13 mars son budget. Bilan : quelques efforts dans le dossier du logement (2000 unités d'AccèsLogis seulement), aucun geste positif pour améliorer le revenu des plus pauvres et très peu pour la lutte à

l'itinérance. La nouvelle majoration du budget du MSSS de 1,3 milliard \$ profitera probablement en partie à la lutte à l'itinérance puisque des crédits de développement seront consacrés à la toxicomanie et à la santé mentale (pour les détails demandez à votre Agence !).

À l'initiative des regroupements logement, une pétition réclamant 40 000 unités AccèsLogis avait permis de récolter 30 000 signataires. Elles ont été remis avant le budget à la ministre des Affaires municipales (voir photo) Quant à l'aide sociale, elle demeure à un niveau indécent, sans même une pleine indexation.

DROIT DE CITÉ: forum national sur la participation citoyenne



Illustration : Patrice Bergeron
Conception graphique: Comme un Poisson dans l'eau

Les **15 et 16 mai** prochains aura lieu à Montréal un forum sur le thème de la citoyenneté s'adressant aux personnes en

situation ou à risque d'itinérance et celles qui l'ont vécu ainsi que les intervenants des milieux communautaires et institutionnels travaillant en itinérance. Différentes activités seront proposées aux 200 participants et participantes qui viendront de toutes les régions du Québec.

Moments d'apprentissage, d'échanges et de réflexion

Ateliers interactifs, expériences créatives, etc.

La soirée du 15 mai sera festive !

INSCRIPTIONS AVANT LE 25 AVRIL 2008

INFORMATIONS :

www.rapsim.org
(514) 861-0202

Lieu du forum : Centre St-Pierre (métro Beaudry)
Hébergement au Centre 7400 (métro De Castelnau)

NB: les frais d'inscription in-

« J'ai mon mot à dire dans la patente, je suis citoyen ! »

ON A BESOIN DE BÉNÉVOLES POUR LE FORUM
Contactez-nous !

Horaire du forum

Jeudi 15 mai

Accueil, déjeuner à partir de 9h

Plénière d'ouverture : 10h00

12h-13h dîner

13h-16h30 : 2 blocs d'ateliers

Visites d'organismes en itinérance

Match de soccer de rue

Soirée du 15 mai au Parc Raymond-Blain, rue Panet, entre De Maisonneuve et De La Fontaine)

Centre St-Pierre en cas de pluie

Super vers 18h

Performances artistiques (participantEs et invités spéciaux)

Projections vidéo

Vendredi 16 mai

Accueil, déjeuner à partir de 8h30

Ateliers : 9h-10h30

MANIFESTATION POUR UNE POLITIQUE EN ITINÉRANCE

12h-13h dîner

13h : Panel (invités spéciaux)

14h : Plénière retour sur les ateliers

15h: clôture du Forum

De quoi allez vous parler au forum ?

Quelques uns des thèmes abordés en ateliers :

Écoles de la rue

Bénévolat et militantisme

Défense de droits

Implication politique

Association d'UDI

Réinsertion

Aussi :

Expériences de création artistique

Projets d'empowerment

Médias de rue

Etc.

Les groupes présents :

La Chaudronnée de l'Estrie

Le Bon Dieu dans la rue

Point de repères

ADDICQ

Le Rivage de La Baie

Entraide familiale de l'Outaouais

Action Autonomie

Homeless Nation

Stella

La Maison du Père

Avant-garde en santé mentale

Auberge du cœur Habit-Action

Journal La Galère

Etc.

Et vous, y serez vous ??

Action publique pour la
reconstruction d'IPLI,
Bureau du ministre
Monte Solberg,

Gatineau,

17 janvier 2008



De gauche à droite : Michael Shapcott (Toronto), Michel Simard (Le Havre Trois-Rivières) ancien président du RSIQ et Pierre Gaudreau (RAPSIM Montréal) et vice-président actuel



Louise Guindon (Œuvres Isidore Ostiguy) et Diane Tremblay (Entraide familiale), présidente du CRIO (Collectif de l'Outaouais)

Photos: Marie-Claude Vézina

Avenir d'IPLI : financement fédéral en péril ?

Le 31 janvier 2008, les gouvernements du Canada et du Québec signaient l'entente de collaboration concernant l'Initiative des partenariats de lutte contre l'itinérance (IPLI), volets collectivités désignées et éloignées. Cette entente concerne le programme démarré en avril 2007 et qui **s'achève le 31 mars 2009, soit dans moins de 12 mois d'ici.**

Pour s'assurer d'une mise en place à temps d'une nouvelle programmation dès avril 2009, il aurait fallu qu'elle soit annoncée dans le budget du 26 février 2008, or il n'y avait rien concernant IPLI (pas plus que de nouveaux investissements en logement social réclamés depuis près de 15 ans). Ottawa s'est contenté d'annoncer 110 millions \$ à la nouvelle Commission de la santé mentale du Canada pour soutenir des « projets de démonstration novateurs qui déboucheront sur des pratiques exemplaires pour aider les Canadiens aux prises avec des problèmes de santé mentale et d'itinérance. » incroyable qu'on soit encore rendu à l'expérimentation !

De plus, à la mi-mars 2008, les opérations médiatiques liées à IPLI se sont multipliées : à Saguenay, le ministre Jean-Pierre Blackburn, à Québec, la ministre Josée Verner pour **annoncer des projets qui venaient d'être signés...** de même qu'à Kelowna (Col. Brit.), Fort McMurray (Alberta), Brandon (Manitoba), Prince Albert (Sask.), Saint John (N.Brunswick), Hamilton (Ontario)... partout où il y a des élus conservateurs.

Lente mise en place des projets

À Montréal, la visite du Ministre Solberg a été plus discrète, il s'est rendu dans plusieurs organismes en itinérance, pour une visite « informelle » loin des caméras. Doit-on attribuer cette discrétion aux **nombreux retards dans les signatures des projets IPLI** à Montréal ? La journée même de la visite de Solberg se déroulait un blitz de fax en appui à un de ces organismes qui risquait de perdre son offre d'achat sur une bâtisse à cause des délais du Fédéral. Plusieurs projets ne sont même pas encore signés en ce début d'avril 2008.

Par ailleurs, dans différentes régions, on en est à recevoir les nouveaux outils de mesures de résultats (il semble qu'ils soient assez similaires à ceux d'IPAC). Les Conservateurs en itinérance comme dans d'autres domaines veulent obtenir des « résultats tangibles ». Avec IPLI, ils souhaitent aussi « renforcer les partenariats », « améliorer la viabilité des initiatives » et « offrir aux Canadiens dans le besoin des résultats concrets, appréciables et durables. »

... MOBILISATIONS à prévoir

Pour gagner rapidement un programme démarrant au 1er avril 2009, il nous faudra continuer de nous mobiliser dans les prochains mois. Nos revendications portent sur un programme qui soit encore **généraliste** (comme l'était IPAC et l'est IPLI) et pour lequel **les enveloppes allouées seraient supérieures (au moins 50 millions \$ annuels pour le Québec), et la programmation pour 5 ou 10 ans.** Actuellement, les apports des investissements du fédéral sont positifs en termes de réalisation, mais les besoins ne sont pas tous comblés.

À VENIR : CAMPAGNE DE FAX PANCANADIENNE ET ACTION PUBLIQUE EN JUIN 2008

SORTIR
de la rue

les sans abri
conférence de consensus
PARIS • 29/30 novembre 2007

Le rapport fait un jugement sévère des politiques actuelles, qui se distinguent par un traitement focalisé sur l'urgence, dans un contexte dominé par l'émotion, spécialement en période de grand froid.

Sortir les sans-abri de la rue

En novembre dernier, se tenait à Paris une conférence nationale de consensus sous le thème **Sortir de la rue les sans-abri**. L'objectif de la rencontre était ambitieux, produire en deux jours un rapport qui soit déposé au gouvernement français pour orienter une nouvelle Politique pour les sans-abri.

Le pari fut tenu. Organisé par le mouvement associatif d'aide aux sans-abri, la rencontre fut un succès. Dans un premier temps, une rencontre de consultation tenue sur deux jours a permis à tous les milieux concernés de se faire entendre. Puis, un jury de 15 personnes, auquel j'ai participé, s'est ensuite réuni durant 48 heures pour rédiger ses recommandations.

Rendu public quelques jours plus tard ce rapport, qui propose un changement d'approche radical, a été bien reçu des médias et du milieu. Reste à voir comment le gouvernement Sarkozy, qui a demandé ce rapport, l'appliquera. Chose certaine, le rejet du statu quo fait l'unanimité.

L'échec des politiques de l'émotion

Le rapport fait un jugement sévère des politiques actuelles, qui se distinguent par un traitement focalisé sur l'urgen-

ce, dans un contexte dominé par l'émotion, spécialement en période de grand froid. *

Confronté aux besoins et aux actions du milieu, le gouvernement français a posé des gestes : centres de stabilisation pour les SDF, rénovation des centres d'hébergement, adoption de lois pour garantir le droit au logement et le droit à l'hébergement, etc. Mais ces mesures ne constituent pas une Politique globale sur les sans-abri. Leur nombre évalué à plus de 220 000 personnes ne cesse de grandir. Majoritairement masculine, à 64%, cette population est de plus en plus jeune, 50% a entre 18 et 34 ans et plus du tiers du travail-

Le rapport aborde la nécessité d'une réponse spécifique aux sans-abri, en soulignant que l'on a beaucoup construit les deux dernières années, mais que le problème reste entier pour les plus pauvres.

Personne ne doit être contraint de vivre à la rue pour le jury, en défendant aussi comme principe pour les sans-abri le droit au commencement. Critique des ressources d'hébergement d'urgence existantes, dont certaines ont gardé le modèle asilaire du 19^e siècle, le rapport propose de revoir les

règles d'accueil pour favoriser un accueil sans condition et sans exclusion. Élément controversé, il critique aussi la multiplicité des organismes, **8 000 associations pour le sans-abrisme, c'est trop**.

Il écorche aussi les politiques anti-mendicité et d'urbanisme anti-SDF, en prônant au contraire **la création d'oasis urbaines qui servent de lieux d'accueil, de repos et de fraternité républicaine**.

Le rapport insiste sur la nécessité d'une politique globale inter ministérielle, qui joigne prévention et insertion et interpellé différentes responsabilités gouvernementales : aide à l'enfance, prison, armée, etc.

Le logement point nodal

Le rapport met au cœur de ses recommandations le développement du logement social, en prônant la construction d'un demi million de ces logements et en demandant qu'ils soient accessibles aux plus démunis. Différents enjeux sont abordés, dont l'augmentation de la demande que crée la démolition de certains ensembles HLM en banlieue, le refus de certaines communes d'en construire, etc.

...

Sans mettre de l'avant l'objectif de Zéro SDF que sont donnés plusieurs pays d'Europe du Nord, le jury affirme qu'une **politique ambitieuse de réduction du nombre de personne vivant sans toit est possible.**

Pour appuyer certaines demandes portées par ce rapport, 27 grandes associations ont tenu une **Nuit solidaire pour le logement** le 21 février dernier. Elle dénonçait la faiblesse de la réponse gouvernementale, qui a annoncé 250 millions d'euros pour le logement en 2008, alors qu'un minimum de 1,5 milliard d'euros est jugé nécessaire.

Un modèle à reproduire ?

La Conférence de consensus est un modèle emprunté au domaine médical. Utilisé assez fréquemment en France, il vise en réunissant un certain nombre d'experts d'origine diverses à faire le point sur une question et voir quelles

solutions y apporter. Le tout se tient dans un processus court. Le problème est documenté, une consultation a lieu, puis un jury se rencontre pour produire en 48 heures un rapport pour développer ses recommandations.

D'une efficacité démontrée dans le domaine médical, son extension au domaine social est à vérifier. Pour la Conférence sur les sans-abri, le processus a fonctionné. Le milieu concerné a bien reçu le rapport qui tient bien la route, avec une vision globale de l'enjeu et des solutions. Allez le parcourir, vous verrez. De là à prôner un modèle semblable ici, il y a un pas que je ne franchirai pas. N'empêche, quand on voit les délais que prennent les fonctionnaires et les élus pour travailler sur des Politiques ou des Cadres, on n'a envie de crier.

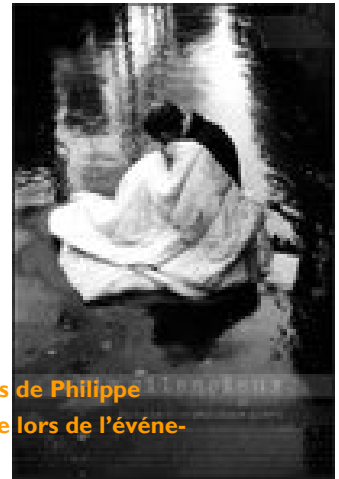
Ainsi, en 1983, le gouvernement du Québec publiait un Livre vert **Se loger au Québec**, prélude à une Politique d'habitation... que l'on

attend toujours. Espérons que cet exemple n'inspirera pas les fonctionnaires travaillant sur le dossier de l'itinérance à Québec.

Pierre Gaudreau,
coordonnateur RAPSIM
pierre.gaudreau@qc.aira.com

* Extraits de Conférence de consensus, Sortir de la rue, rapport du jury d'audition, 5 décembre 2007 pour le consulter

www.fnars.org



CRIS SILENCIEUX,
l'exposition de photos de Philippe Gabel a été présentée lors de l'événement

Dossier du Soutien communautaire en logement social

Alors que le Cadre de référence sur le soutien communautaire a été adopté par le MSSS et la SHQ en novembre 2007, plusieurs régions ignorent encore comment l'argent alloué en juillet 2007 (5 millions \$) sera dépensé, qui sera éligible et qui en sera exclu. Selon les régions ce sont les Agences ou les CSSS qui sont chargées du processus d'allocation.

Dans plusieurs régions cependant, il faut souligner que des OSBL d'habitation en itinérance pourront recevoir des montants pour le soutien communautaire, ce qui constitue un gain important (notamment Montréal et Gatineau).

Le tableau présente les montants disponibles par Agences de la Santé et des Services sociaux. (NB: l'Agence de Montréal a ajouté 500 000 \$).

Infos : RQOH 1-866-846-0163 ou votre fédération régionale d'OSBL-H

Bas Saint-Laurent	103 373
Saguenay Lac St Jean	153 088
Capitale Nationale	276 330
Mauricie	385 140
Estrie	374 489
Montréal	578 582
Outaouais	229 199
Abitibi-Témiscamingue	108 430
Côte-Nord	87 609
Nord du Québec	57 471
Gaspésie Iles de la Mad	63 766
Chaudière Appalaches	216 908
Laval	314 140
Lanaudière	258 587
Laurentides	512 214
Montréal	1 280 673

Comment rejoindre le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec ?

Adresse de correspondance :
CP 60140
5101, St-Denis
Montréal (QC)
H2J 4E1

Téléphone : 514-861-0202
Télécopie : 1-888-438-9719
courriel :
solidarite-itinerance@hotmail.com
Retrouvez-nous sur Internet :
www.rapsim.org

Notre équipe :
Nathalie Rech, coordination
Isabelle Raffestin, soutien au forum Droit de cité

NOUVEAU !
Le RSIQ a maintenant un local à
Old Brewery Mission, au 915 Clark

**Votre soutien financier est toujours nécessaire à la
réalisation du plan d'action ambitieux que vous nous
avez confié comme membre
DON SUGGÉRÉ : 50\$ PAR ORGANISME**

Membres du RSIQ

Réseau d'aide aux personnes seules et
itinérantes de MONTRÉAL (RAPSIM)

Regroupement pour l'aide aux itinérants
et itinérantes de QUÉBEC
(RAIIQ)

Collectif régional de lutte à l'itinérance
de l'OUTAOUAIS (CRIO)

Table de concertation sur l'itinérance
à SHERBROOKE

Table de concertation en itinérance
de DRUMMONDVILLE

Table itinérance de SAGUENAY

Table Action Prévention Itinérance
LANAUDIÈRE (TAPIL)

Table de concertation des sans domicile
fixe de LONGUEUIL / RIVE SUD

Comité directeur en itinérance de
TROIS-RIVIÈRES

Table itinérance de VAUDREUIL-
SOULANGES

Groupe Action Solutions Pauvreté de
Haute-Yamaska (GRANBY)

Réseau des organismes et des intervenants
en itinérance de LAVAL
(ROILL)

MEMBRES ASSOCIÉS :

Au Bercaïl de Saint-Georges (Beauce)

Le Répît du Passant (Rimouski)

Centre de transition en itinérance
(Valleyfield)

Collectif de recherche sur l'itinérance,
la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI)

COMITÉ DE COORDINATION

Présidente :

Marie-Claude Vézina, Chaudronnée
de l'Estrie, Sherbrooke

Vice-président :

Pierre Gaudreau, RAPSIM, Montréal

Secrétaire-trésorière :

Jacinthe Dorr, Ensoleilvent,
Drummondville

Administratrices :

Nathalie Brisseau, RAIQ' Québec

Martine Martin, Maison d'accueil des
sans-abri, Chicoutimi

Danielle Goulet, Carrefour Jeunesse
Longueuil Rive-Sud

Jenny Villeneuve, CRIO, Gatineau

Administrateurs :

Serge Gélinas, TRIPS du Rivage, Trois-
-Rivières

Henri-Charles Baudot, Premier Arrêt,
YMCA centre ville, Montréal